

[Visualiser l'article](#)

## "Ça va apaiser un peu les esprits" : des boutons d'alerte distribués dans les écoles juives en Auvergne-Rhône-Alpes



Des boutons d'alerte, fabriqués dans le Rhône, bientôt dans les écoles juives de la région Auvergne Rhône-Alpes • © France tv

- [Lyon](#)
- Rhône
- Auvergne-Rhône-Alpes

Les établissements scolaires juifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes peuvent dès à présent être dotés de "boutons d'alerte" pour faire face à la recrudescence des actes antisémites en France, a annoncé ce jeudi 9 novembre le président LR du Conseil régional, Laurent Wauquiez.

"Des boutons d'alerte très simples" pour alerter en cas d'"une intrusion, une tentative d'agression, un acte terroriste" vont être mis en place dans **la dizaine d'établissements juifs de la région Auvergne Rhône-Alpes**, a déclaré Laurent Wauquiez, ce jeudi 9 novembre lors d'une conférence de presse sur la sécurité en milieu scolaire. Une conférence qui s'est tenue à la Maison du Consistoire, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon.

*"Des enfants qui ont peur d'aller à l'école"*

Évoquant la multiplication des actes antisémites depuis les attaques sanglantes du Hamas contre Israël le 7 octobre, Laurent Wauquiez a souligné que *"ce ne sont pas que des chiffres. Derrière, ce sont des enfants qui vont à l'école en ayant peur, ce sont des familles qui renoncent à emmener leurs enfants à l'école. Ce sont des sorties scolaires, des sorties sportives qui sont annulées parce qu'on a peur pour la sécurité"*. *"Il faut des actes et notre responsabilité, c'est aussi de protéger ces ados qui ont peur quand ils vont à l'école"*, a-t-il déclaré.



"Des boutons d'alertes très simples" pour alerter en cas d'"une intrusion, une tentative d'agression, un acte terroriste" vont être mis en place dans la dizaine d'établissements juifs de la région Auvergne Rhône-Alpes, a déclaré Laurent Wauquiez ce jeudi 9 novembre 2023. • © France tv

*"La décision que nous avons prise, c'est d'abord de protéger tous les établissements d'enseignement de la communauté juive de notre région, de faire un audit de sécurité et de mettre en place tous les outils de protection. Et la Région les financera entièrement"*, a déclaré le patron d'Auvergne Rhône-Alpes. *"La deuxième chose : on a décidé de mettre en place un bouton d'alerte, très simple. Si jamais, il y a une intrusion, une tentative d'attaque, un acte terroriste... Immédiatement, un professeur ou les services à l'entrée de l'établissement peuvent appuyer sur ce bouton"*. À terme, le dispositif devra directement être relié *"aux commissariats et à la gendarmerie pour pouvoir enclencher immédiatement l'intervention des forces de l'ordre"* a souhaité Laurent Wauquiez. *"Réagir vite, c'est la clé"*, a-t-il ajouté. Il faudra une validation de l'État pour raccorder ces boutons d'alerte directement aux forces de l'ordre.

Laurent Wauquiez a également annoncé la mise à disposition de minibus pour les sorties scolaires des élèves de ces établissements.



Antisémitisme : des "boutons d'alerte" dans les écoles juives en Auvergne-Rhône-Alpes. Un dispositif présenté par le président LR de la Région lors d'une conférence de presse ce jeudi 9 novembre 2023. • © France tv

## Boutons connectés

Quelque 355 boutons "connectés" et "non visibles", fonctionnant sur le même principe que ceux distribués depuis 2021 pour signaler des violences faites aux femmes, seront donnés aux directeurs et enseignants de la dizaine d'établissements juifs de la région, reliés à "un service de sécurité de la communauté" qui centralisera avant de transmettre aux forces de l'ordre. **Ces 355 dispositifs "sont déjà à disposition pour être remis à nos écoles selon leurs besoins"**, précise le communiqué de la Région.

**Plus de 900 exemplaires ont été commandés, explique pour sa part la Région pour 45.000 euros**. "La Région financera l'intégralité des boutons qui seront cédés à titre gratuit aux établissements", indique la Région dans un communiqué diffusé ce jour.

Dotés de différentes fonctionnalités, ils permettent, "selon les besoins, d'envoyer un SMS, la géolocalisation de l'utilisateur, de lancer un appel de secours ou encore de déclencher un enregistrement pour la captation d'éléments matériels" dans une situation de danger.

L'application téléphone fournit aussi une carte qui liste notamment tous les accès au premier secours à proximité, tels que les postes de police, les gendarmeries ou encore les hôpitaux. La production de ces dispositifs, appelés "Monsharif", est assurée par l'entreprise Domie digital, située à Marcilly d'Azergues, dans le Rhône, selon la même source. Dolores Mazzola ,

## Une mesure rassurante et apaisante

L'annonce du déploiement de ces boutons d'alerte est bien accueillie. *"Je suis plus rassurée de savoir qu'il y a un bouton, mais il faut vraiment un lien direct avec les services dès qu'il y a un problème. Je suis perplexe quand je vois qu'on rentre dans des lycées pour tuer des enseignants. Donc, je pense que ça protège, à la fois, les enseignants et les lycéens"*, a déclaré Lydia, grand-mère d'enfants scolarisés dans une école de confession juive. *"L'idéal serait qu'on ne soit pas amenés à avoir besoin de tout ça !"* conclut-elle.

Même écho chez Michelle Msika, directrice académique du collège Beth Menahem de Villeurbanne : *"je pense que le fait de savoir que dans chaque salle, il y aura un bouton d'alerte, ça va apaiser un peu les esprits"*. La proposition du président de la Région "tombe à point nommé" pour cette responsable. *"Ces boutons d'alerte sont un vrai plus pour la sécurité"*, ajoute-t-elle. *"On a besoin de rassurer et d'avoir un dispositif permettant d'aller immédiatement quel que soit l'endroit où on se trouve. Les parents sont extrêmement inquiets, les élèves sont inquiets quand on fait des exercices de confinement, je pense de savoir que dans chaque salle, il y aura un bouton d'alerte, ça va apaiser les esprits"*, répète Michelle Msika. Le bouton d'alerte va venir compléter les dispositifs de sécurité existants dans son établissement. L'annonce de minibus mis à leur disposition est également une mesure saluée par la directrice académique. Michelle Msika confie que les parents ne laissent plus les enfants venir seuls à l'école. Des enfants *"qui ne prennent plus les métros et les transports"*.

## "Explosion" des actes antisémites

Au-delà de la communauté juive, Elisabeth Borne a annoncé en début de semaine vouloir étendre le dispositif à tous les établissements scolaires de France. L'annonce a été saluée par le recteur de l'académie de Lyon. L'idée n'est pas nouvelle. Mais ces boutons d'alerte renforceront les mesures déjà existantes. *"Nous avons déjà dans tous les établissements un référent, police ou gendarmerie, qui est l'interlocuteur privilégié en cas de difficulté. Le bouton va permettre de gagner en rapidité"*, a indiqué Olivier Dugrip.

Le 5 novembre, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a affirmé sur France 2 que les actes antisémites avaient *"explosé"* en France depuis le 7 octobre avec 1040 actes recensés. Selon ce dernier, *"486"* personnes ont par ailleurs été interpellées pour des actes antisémites, dont *"102 étrangers"*. Ce dimanche 12 novembre, comme d'autres grandes villes, une marche contre l'antisémitisme est organisée à Paris par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat pour protester contre la multiplication des actes antisémites sur le territoire.